

## ENTREVISTA A DANIEL COHEN\*

JEAN-GABRIEL FREDET, THIERRY PHILIPPON, SOPHIE FAY

LE NOUVEL OBSERVATEUR, 3.09.09

### **Le Nouvel Observateur. - *Sommes-nous sortis de la crise ?***

**Daniel Cohen.** - Grâce aux interventions massives des gouvernements, nous sommes passés en l'espace de six mois d'une crise qui menaçait d'être systémique à une crise tout court. Une crise «classique» ? Non, car la sorte de bombe nucléaire qui est tombée sur l'économie mondiale au dernier trimestre de l'année 2008 et au premier trimestre de l'année 2009 a provoqué une contraction de la croissance qu'on n'avait pas observée depuis la Seconde Guerre mondiale. L'OCDE a publié une statistique montrant que 85% des pays étaient en récession alors que dans les crises antérieures jamais plus de la moitié d'entre eux ne l'était.

### **N. O. - *Et la France ?***

**D. Cohen.** - En récession depuis le deuxième trimestre 2008, la France a enregistré quatre trimestres consécutifs de croissance négative avant de renouer avec une croissance positive, au deuxième trimestre 2009. Malgré ce dernier résultat, la résorption du chômage ne commencera pas avant la fin de l'année 2010, lorsque la croissance retrouvera un niveau de 2% au moins.

### **N. O. - *Comment jugez-vous l'action des Etats ?***

**D. Cohen.** - A une exception près - la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, à l'automne 2008 -, les gouvernements n'ont pas répété les trois erreurs commises en 1929. A l'époque, la moitié des banques américaines avait fait faillite, ils ont cette fois-ci sauvé le système financier. Les Etats-Unis et une partie des pays européens ont

mené ensuite une politique budgétaire de soutien à l'économie alors que, dans les années 1930, la majorité des Etats était habitée par l'idée qu'il fallait restaurer la confiance en conduisant une politique budgétaire restrictive. Rappelez-vous : en Allemagne, le chancelier Brüning a traversé la crise avec un budget à l'équilibre. Comme son pays vivait depuis une dizaine d'années sous perfusion de crédits internationaux, Brüning pensait qu'il fallait montrer que l'Allemagne était bien gérée. Troisième erreur évitée, le protectionnisme. En 1930, les Etats-Unis ont fermé leurs frontières, provoquant un effondrement du système commercial international, accompagné d'une dévaluation des monnaies. A l'opposé, la réunion du G20 à Londres, au printemps dernier, peut s'interpréter comme la prise de conscience par les principaux pays de la planète que la solidarité était la seule façon de trouver une issue à la crise.

**N. O. - *Alors, on a évité le pire ?***

**D. Cohen.** - Selon une première interprétation - paradoxalement optimiste, cette crise est une répétition de celle de 1929, qu'on a finalement évitée... Mais il y en a une autre, moins «rose» : cette récession serait non pas la dernière du XX<sup>e</sup> siècle, mais bien la première du XXI<sup>e</sup> siècle, une crise montrant, au-delà de tout ce qu'on pensait, l'interdépendance incroyable de nos économies. Les gouvernements et les observateurs ont tous été surpris par la fulgurance avec laquelle la crise s'est propagée (à l'ensemble de la planète). L'opinion publique a, quant à elle, fait le lien entre cette crise financière et la crise écologique : elle a saisi la nature systémique des problèmes.

**N. O. - *La mondialisation ne nous a pas protégés...***

**D. Cohen.** - La crise que nous connaissons est bien *h* crise de la mondialisation. Andrew Haldane, responsable des risques à la Banque d'Angleterre, a proposé des analogies passionnantes avec d'autres types de crises. Dans une première comparaison, il établit le lien entre l'intermédiation financière mondiale et l'interconnexion des réseaux électriques. Celle-ci permet d'absorber le choc, lorsqu'il y a un point en surcharge. Et puis vient un seuil critique, qu'on ne connaît pas, où le système saute, disjoncte. C'est le noir absolu. L'interconnexion est une bonne chose lorsqu'elle permet de mutualiser les risques. Mais seulement en-deçà d'un certain seuil. Au-delà, c'est le contraire. Symétriquement, la mondialisation des échanges est une bonne chose car elle permet d'absorber les chocs jusqu'au moment où elle ne fonctionne plus comme un absorbeur de choc, mais comme un propagateur de crises.

**N. O.** - *Et la deuxième analogie ?*

**D. Cohen.** - Andrew Haldane propose une comparaison avec la destruction des espèces. Les études épidémiologiques montrent que plus les espèces sont diverses dans un lieu donné, mieux elles résistent. Ainsi dans les régions où les variétés de poissons sont plutôt homogènes, le taux de destruction peut aller jusqu'à 60%, alors qu'il n'est que de 10% lorsqu'il y a de la diversité. Celle-ci permet de mieux résister aux chocs. Même constatation sur les marchés financiers. La finance mondiale est devenue homogène. Les mutuelles ont voulu devenir des banques commerciales, les banques commerciales, des banques d'investissement, les banques d'investissement, des hedge-funds... Alors qu'on considérait que l'uniformisation de comportements était un signe de rationalité, Haldane conclut, lui, que complexité et homogénéité croissantes sont la recette du désastre parce que plus rien

ne subsiste qui permette d'immuniser le système contre un dysfonctionnement majeur.

**N. O. - *Quelle conclusion en tirez-vous ?***

**D. Cohen.** - Que nous avons sous les yeux la fabrication d'une civilisation unique, planétaire, avec les mêmes normes de consommation, de production... Pour la première fois de son histoire, l'humanité joue son avenir sur un seul système... avec tous les risques contre lesquels Andrew Haldane nous met en garde. Quand on fait l'éloge de l'Occident, on porte un regard qui est celui des Lumières - éloge de la raison, de la paix, de la prospérité... Nous lisons le monde dans les textes de Montesquieu, en oubliant simplement de confronter ces textes à la réalité qui a suivi. Nous avons tous en tête l'idée hégélienne que la raison finit toujours par s'imposer en suivant des détours. Sans voir que, souvent, c'est le contraire qui se produit. Nous avons construit une civilisation au nom d'un idéal de paix, de raison, qui ne s'est pas réalisé : au XX<sup>e</sup> siècle, l'Europe a terminé sa course dans un suicide collectif.

**N. O. - *La mondialisation impose le système capitaliste au monde ?***

**D. Cohen.** - La crise actuelle a hâté une prise de conscience d'ordre moral de l'exiguïté nouvelle de la planète. Son sort s'est trouvé lié à un segment minuscule des marchés financiers - les subprimes qui représentent moins de 1 000 milliards de dollars et dont les pertes stricto sensu vont, au bout du compte, culminer sans doute à 200 ou 300 milliards. Comment un chaînon aussi mince a-t-il pu provoquer une onde de choc de l'ampleur de celle de 1929 ? Cette disproportion entre la cause et les effets nous donne une image de la finitude nouvelle du

monde. Les métaphores de Haldane sont bonnes : l'interdépendance peut être aussi un facteur de crise.

Ce que l'on appelle «crise systémique», c'est peut-être le nouveau nom des crises du XXI<sup>e</sup> siècle : une espèce d'interconnexion, dans laquelle une crise à un endroit donné se propage, parce qu'il n'y a plus de diversité d'opinion. «Tout le monde» - quelque 6 milliards d'habitants soumis en réalité aux mêmes flux d'informations - réagit alors de la même façon. Il faut maintenant essayer de comprendre et penser cette civilisation unique.

**N. O. - *En sens inverse, si les économies sont interdépendantes, pourquoi ne peut-on compter sur la Chine comme nouvelle locomotive ?***

**D. Cohen.** - Au tout début de la crise, certains commentateurs étaient convaincus qu'elle allait signer d'abord le déclin de l'Occident, ensuite l'ascension de l'Orient. Mon interprétation est exactement inverse. Pour moi, la crise démontre au contraire que les économies asiatiques sont intégrées, et que leur richesse reste essentiellement tirée par leur capacité de produire des biens à destination du marché mondial. D'ailleurs, les Chinois savent mieux que nous à quel point leur système dépend des débouchés mondiaux.

**N. O. - *La Chine va-t-elle rejouer le scénario du Japon ou de la Corée ?***

**D. Cohen.** - L'un des paradoxes de la situation actuelle tient au fait que la majeure partie de l'humanité en est au stade de la transition de la campagne vers la ville, au moment où s'ouvre aussi, à l'échelle de la planète tout entière, une nouvelle frontière, celle d'un «cybermonde»

fabriqué par les technologies de l'information et de la communication. Ce nouveau monde pousse à une unification inédite de la conscience mondiale. Des pays comme l'Inde et la Chine doivent y faire face, alors qu'ils sont en train de vivre leur propre XIX<sup>e</sup> siècle, avec le risque pour eux qu'il ne débouche sur un XX<sup>e</sup> siècle comparable à ce que fut le nôtre...

**N. O. - *Ey a aussi un risque écologique...***

**D. Cohen.** - C'est le risque le plus grand. Si la Chine avait le même nombre de voitures par habitant que les Etats-Unis, elle consommerait toute la production pétrolière ! Si elle avait la même consommation de papier par tête, elle utiliserait toutes les forêts mondiales. .. On sait que notre mode de développement n'est pas généralisable à l'ensemble de la planète. Notre nouvelle civilisation- monde sera-t-elle capable d'inventer un nouveau mode de consommation qui soit économe ? C'est la grande question du siècle.

**N. O. - *Est-ce la fin du «toujours plus» ?***

**D. Cohen.** - Le paradoxe d'Easterlin, un économiste contemporain, montre que le «bonheur par habitant» reste stagnant, malgré les richesses accumulées ! De nombreux auteurs (Andrew Clark et Claudia Senik, en France) ont confirmé ce résultat : le bonheur que procure une richesse accrue se dissipe très vite. Au bout de deux à trois ans, 60% de la satisfaction que donne un revenu plus élevé finit par être oubliée. Rien n'est plus révélateur à cet égard que de voir l'état de morosité de la société française, comparé aux années 1950. Aujourd'hui, les consommateurs français sont deux ou trois fois plus riches que ne l'étaient leurs parents à l'époque. Mais ils sont beaucoup plus malheureux, parce que leur niveau de revenu n'augmente pas

suffisamment vite. En clair, ce sont les augmentations de la richesse qui sont le déterminant du bonheur, pas son niveau, quel que soit celui-ci.

**N. O. - *Au fond, nous sommes drogués à la consommation...***

**D. Cohen.** - Il y a deux interprétations possibles. La première est de dire que la consommation agit en effet comme une drogue : le plaisir qu'elle produit est vif mais éphémère. On s'habitue à tout, donc nous avons besoin de «décharges» permanentes pour être heureux. Conclusion : notre civilisation occidentale, dans laquelle la recherche du bonheur est toujours contingente au quantum de nouveautés qu'on est capable de produire, va avoir beaucoup de mal à passer le goulot d'étranglement de la révolution écologique. La deuxième interprétation est à relier à la théorie des «sentiments moraux» de l'économiste britannique Adam Smith, finement analysée par le grand économiste contemporain Albert Hirschman, dans son livre «les Passions et les Intérêts». Pour Smith et Hirschman, ce qui nous intéresse, c'est le souci d'être reconnu par les autres, c'est notre vanité. Selon cette interprétation, nous serions donc toujours dans une course au dépassement d'autrui. Ce modèle de la rivalité est bien, à mon avis, ce qui caractérise la civilisation occidentale : rivalité entre les nations (jusqu'à l'apocalypse des deux guerres mondiales), rivalité entre les individus.

**N. O. - *Nous sommes entrés dans une société postindustrielle...***

**D. Cohen.** - On se méprend souvent sur la signification de la société postindustrielle que l'on l'assimile à une société de l'immatériel, ce qu'elle est, mais en partie seulement. Une société postindustrielle, c'est une société dans laquelle les gains de productivité de l'industrie sont tels qu'ils permettent à un nombre toujours décroissant de gens de produire

de plus en plus de biens. Dans ce type de société, la part de l'emploi industriel décroît, mais le nombre des objets continue de croître aussi vite qu'avant. Ce qui pose la question de l'économie du jetable, du coût écologique de cette société qui continue d'être une société d'objets dont le prix de vente devient inférieur, dans un grand nombre de cas, à leur coût «écologique», celui de leur élimination après usage ou de leur recyclage.

**N. O. - *La société postindustrielle est mauvaise pour les emplois industriels...***

**D. Cohen.** - Dans cette société postindustrielle, 85% des emplois sont hors de l'industrie. Ils sont concentrés sur les deux bouts de la chaîne : la création-conception des biens en amont, et leur commercialisation-réparation en aval. Pour caricaturer, Steve Jobs et ses émules créent des objets, qu'ils font fabriquer ailleurs, en Chine par exemple. Et une part considérable d'emplois a pour simple vocation d'apporter ces objets au client, de les vendre et, le cas échéant, de les réparer.

**N. O. - *Des précaires d'un côté, des «élites mondialisées» de l'autre, cette société est injuste.***

**D. Cohen.** - Le modèle social de l'économie postindustrielle est très différent du modèle social de la société industrielle. Avant, il y avait une classe ouvrière rassemblée dans des usines avec des syndicats puissants capables de discuter l'indexation des salaires sur les gains de productivité. A partir du moment où on passe à une société tertiaire, on revient dans des environnements de type artisanal. Difficile, dès lors, d'escompter l'émergence d'une conscience de classe chez un réparateur travaillant dans une petite structure où il rencontre plus souvent des clients que d'autres ouvriers.

**N. O. - *La précarisation des salariés va se renforcer ?***

**D. Cohen.** - Nos économies ont aujourd'hui beaucoup de mal à offrir des emplois durables, des «carrières», etc. La société postindustrielle doit inventer un modèle social aussi efficace que celui que la société industrielle a construit avec la Sécurité sociale et le droit du travail. Il faut donner une protection aux individus quand l'économie n'y parvient plus. La priorité des prochaines années sera de réfléchir aux moyens de faire vivre une nouvelle économie sociale de marché, à l'heure où l'économie ne produit plus de modèle social.

**N. O. - *Il nous faut un nouveau modèle social mais aussi un nouveau modèle financier...***

**D. Cohen.** - D'autant que je ne suis pas sûr que la crise financière soit réglée. On parle de reréglementer, mais la transnationalité des établissements financiers rend l'exercice très difficile et je ne vois pas aboutir le projet d'instaurer des régulateurs transnationaux. Ni en Europe, où nous n'avons pas d'autorité transeuropéenne capable d'exercer l'autorité du régulateur. Ni au niveau mondial. Or, pour reprendre la métaphore d'Andrew Haldane, les grands établissements sont les noeuds de transmission des maladies. Il faudrait mettre sous surveillance globale les quelques dizaines de très grands établissements financiers internationaux.

**N. O. - *Cette crise signe-t-elle la victoire de l'économiste Keynes face aux idées libérales ?***

**D. Cohen.** - Keynes réapparaît, car on comprend enfin que les économies ont besoin de régulation. On sait grâce à lui que l'économie ne se régule pas toute seule et qu'elle a besoin d'un pilote. Le problème

avec Keynes, c'est qu'il a fait croire dans les années 1950 et 1960 aux économistes ou aux hommes politiques qu'on disposait des instruments qui permettaient une régulation fine de l'économie. Ce sentiment de toute-puissance a été battu en brèche avec la crise dans les années 1970. Keynes pensait que l'humanité devait apprendre à sortir de l'ère de frugalité dans laquelle elle avait été éduquée depuis la nuit des temps. Il disait : le jour où on comprendra qu'on peut dépenser toujours plus, l'humanité sera sauvée. Ce postulat n'est plus du tout dans l'air du temps.

**N. O. - *Peut-on retrouver le rythme antérieur de croissance ?***

**D. Cohen.** - A priori, la période de croissance que nous vivons aurait dû être exceptionnelle : la révolution informatique qui n'a pas fini de nous étonner produit des gains de productivité tout à fait extraordinaires et, de son côté, la mondialisation crée de nouveaux marchés. La crise financière que nous connaissons est donc une anomalie par rapport aux cycles économiques classiques dans lesquels, a priori, les chocs se produisent en fin de cycle, ce qui n'est pas le cas. Donc, a priori, notre potentiel de croissance est très fort. Mais il y a l'incertitude au sujet des matières premières. En 2007-2008, leur flambée était en partie le résultat d'un comportement spéculatif. Aujourd'hui, chacun voit bien, au-delà de cette spéculation, que le prix du pétrole va reprendre sa course. Cette hypothèse nous ramène à la question écologique et souligne l'urgence d'un nouveau mode de développement plus économe en matières premières et respectueux de l'écosystème.

**N. O. - *Finally, the irruption of China in global capitalism: is it a growth factor for rich countries?***

**D. Cohen.** - Il y a dix ans, c'était une certitude puisque la Chine et les pays asiatiques nous fournissaient des produits bon marché. Steve Jobs invente des produits innovants fantastiques. Les pays émergents les fabriquent. S'il avait fallu les produire aux Etats-Unis au coût de la main-d'oeuvre, nous pourrions dire adieu à des produits style iPod ou iPhone. La production de biens immatériels dans les pays riches trouve incontestablement un levier en termes de pouvoir d'achat dans les pays émergents. C'est au prix du défi social engendré par les destructions d'emplois dans les vieux pays industriels, mais le bilan est alors globalement positif.

Aujourd'hui, la question se pose différemment. La croissance chinoise produit des biens bon marché. Mais elle renchérit aussi le prix des matières premières, avec un effet en retour négatif sur notre croissance. Il y a dix ou vingt ans, il n'y avait pas de doute possible : la mondialisation était un facteur de croissance. Maintenant, il y a une interrogation. A fortiori si on se projette dans le XXI<sup>e</sup> siècle et que les Chinois se mettent en tête de vouloir rejoindre les standards de consommation américains. La seule chose qu'on puisse espérer, c'est que nous arrivions à trouver un nouveau modèle de croissance verte évitant à la Chine de suivre le chemin de consommation que nous avons suivi nous-mêmes.

**\*Daniel Cohen, 56 ans, est un des fondateurs de l'Ecole d'Economie de Paris. Après s'être penché sur la question de la dette des pays en**

développement, cet économiste a travaillé sur les crises financières internationales. «La Prospérité du vice. Une introduction (inquiète) à l'économie», son dernier livre chez Albin Michel, est destiné au grand public, comme ses précédents ouvrages.